

# L'Égypte après le départ de Moubarak : *So what ?*



## Jean-Sylvestre MONGRENIER

Chercheur associé à l'Institut Thomas More, Chercheur à l'Institut Français de Géopolitique (Université Paris VIII Vincennes-Saint-Denis). Auteur de *La France, l'Europe, l'OTAN : une approche géopolitique de l'atlantisme français* (ed. Unicomm, 2006), de *La Russie, de Poutine à Medvedev* (en collaboration, Institut Thomas More/DAS, ed. Unicomm, 2008) et de *La Russie menace-t-elle l'Occident ?* (Choiseul, 2009).

**Le 11 février 2011, Moubarak finissait par s'effacer au profit d'un Conseil suprême militaire et renonçait à exercer la présidence de l'Égypte. Et les manifestants rassemblés sur la place Tahrir d'exulter. Dans les médias occidentaux, bien des commentateurs se sont abandonnés au registre de la célébration. Pourtant, les interrogations sont multiples et l'invocation de la démocratie ne suffira pas à conjurer le spectre de l'islamisme ou, à tout le moins, la perspective d'un Moyen-Orient plus hermétique encore à l'Occident.**

**On February, the 11<sup>th</sup>, 2011, Mubarak was led to make way to a military Supreme Council and renounced to the presidency of Egypt. So, people gathered on the Tahrir place were exultant. In the Western media, many commentators abandoned themselves to the celebration. However, there are full of interrogations about the events and it will not be enough to invoke democracy for warding off the specter of Islamism or at least the perspective of a Middle-East more hermetic to the West.**

Le « communisme des affects » et la *positive attitude* de rigueur en Occident ne sauraient occulter le peu d'éléments de réponse aux questions fondamentales sur les bouleversements en cours, le devenir de l'Égypte et les contrecoups dans l'ensemble du monde arabe, voire au-delà. Où en sommes-nous ? Où allons-nous ? Soulignons d'emblée que cette géopolitique des passions et des émotions donne corps au concept américain de « Grand Moyen-Orient », depuis les rivages atlantiques de l'Afrique du Nord jusqu'à l'Indus, un très vaste ensemble spatial dans lequel l'administration Bush poussait à la libéralisation politique et économique. Le projet avait ensuite été entériné lors du G-8 de Sea Island (États-Unis, 8-10 juin 2004) et l'UE a un temps usé d'un concept similaire (le « Moyen-Orient élargi »), avant de privilégier à nouveau, mais en vain, une acception étroite du monde méditerranéen – voir l'Union pour la Méditerranée, inaugurée en 2008 (1).



## L'Égypte au cœur du Grand Moyen-Orient

En France, la perspective d'une réforme d'ensemble de la région a souvent été balayée d'un revers de main et l'idée même de « Grand Moyen-Orient » a pu être présentée comme une abstraction déréalisante destinée à justifier la guerre en Irak et de prosaïques intérêts énergétiques. Il est vrai par ailleurs que la difficulté de l'entreprise en Irak comme en Afghanistan, aggravée par la crise nucléaire iranienne, avaient relégué cette idée à l'arrière-plan. La conduite de la guerre, la classique gestion des équilibres régionaux et la consolidation d'un arc de régimes arabes sunnites menacés par le panislamisme révolutionnaire iranien et l'« arc chiite » étaient alors passées au premier plan.

Plus encore sous l'actuel président des États-Unis qui, pour se démarquer de son prédécesseur, a cessé de marteler le thème de la démocratie (voir son discours du Caire, 4 juin 2009). Aussi l'Administration Obama a-t-elle été bousculée par les événements en cours et c'est dans l'urgence qu'il lui a fallu actionner les leviers d'influence dont elle dispose en Egypte pour s'efforcer d'orienter le cours des choses (on sait l'importance de l'aide financière et militaire américaine délivrée chaque année).

Le « festif » n'ayant guère de valeur interprétative et prédictive, il nous faut revenir à quelques faits élémentaires. C'est dans un pays d'un autre poids géopolitique que la Tunisie, ne serait-ce que sur le plan territorial et démographique (1 million de km<sup>2</sup>, 83 millions d'habitants), que ces événements de portée révolutionnaire se produisent (la « révolution » n'a pas encore eu lieu). Située à l'intersection de l'Afrique du Nord, du Moyen-Orient et de l'Afrique nilotique, l'Égypte occupe le centre du monde arabo-musulman et, avec le canal de Suez, elle maîtrise potentiellement la principale route maritime qui relie l'Asie à l'Europe (la route péri-africaine et celle qui passe par le canal de Panama sont bien plus longues ; les routes des pôles relèvent encore de la prospective) (2). Au canal de Suez s'ajoute l'oléoduc Suez-Méditerranée (SuMed), ces deux voies assurant l'acheminement d'environ 1,7 million de barils de pétrole par jour (les enjeux sont aussi gaziers avec des méthaniers en partance depuis le Qatar, pays *leader* dans la production de gaz naturel liquéfié) (3).

De par son histoire, l'Égypte est un pays est au cœur des entreprises de modernisation de l'Orient musulman (laissons là les habituels poncifs sur le pays des pharaons). Que l'on se remémore le retentissement de l'expédition d'Égypte menée par Napoléon Bonaparte en 1798 (la flotte quitte Toulon le 19 mai 1798) et ses contrecoups dans le monde musulman. Cette expédition avait mobilisé environ 400 navires et 40 000 hommes ; elle marque l'irruption de la « modernité » dans un empire ottoman en déclin. Expédié par la « Sublime Porte » pour chasser les troupes françaises, l'Albanais Mehemet Ali prend alors la direction des opérations et exerce *de facto* une forme de monarchie, quand bien même se satisfait-il du titre de khédivé (vice-roi). Il enrégimente des fellahs pour les transformer en soldats, constitue une flotte en tirant parti de l'héritage barbaresque (bien des pirates barbaresques étaient albanais), fait bâtir des ouvrages hydrauliques pour étendre la culture du coton, combat les Wahhabites dans la péninsule Arabique et se fait reconnaître la possession du Soudan (une antique source d'approvisionnement en esclaves). Ainsi, selon une logique paradoxale, c'est une dynastie balkanique qui se trouve à l'origine d'une première tentative de modernisation d'un pays arabe (4).

## Le désastreux héritage du nassérisme

Cette géopolitique modernisatrice, prolongée en 1869 par l'inauguration du canal de Suez, au son des trompettes de l'*Aïda* de Verdi, a été décisive dans le devenir de l'Égypte contemporaine mais elle a été occultée par le retentissement du coup d'État des « Officiers libres » (23 juillet 1952) et l'étatisation par le colonel Nasser du canal de Suez (26 juillet 1956). Le *Raïs* entend alors placer l'Égypte à la croisée du nationalisme arabe et du tiers-mondisme militant. Son action suscite l'illusion lyrique de larges segments de l'intelligentsia dans les pays occidentaux et il en sera de même, un quart de siècle plus tard, pour le radicalisme islamique iranien. Depuis les coups de force de Nasser, les événements qui peuvent advenir en Égypte ont une portée symbolique bien plus forte que dans d'autres pays de la région. Cela dit et pour autant que l'on considère avec distance cette période, le bilan de Nasser aura été catastrophique : autoritarisme et planisme avec tous leurs effets pervers ; affolement des masses égyptiennes, précipitées dans l'illusion du nationalisme arabe ; défaites militaires et pertes territoriales (5).

Il reviendra aux successeurs du désastreux Nasser, Anouar El Sadate en 1970, Hosni Moubarak en 1981 (suite à l'assassinat par des militaires islamistes de son prédécesseur), de redresser la situation pour tenter de stabiliser l'Égypte. Le déroulement de la guerre du Kippour aura en partie lavé l'humiliation de juin 1967 et réalisé les conditions d'une négociation avec l'État d'Israël (accords de Camp David, 1978) qui ouvrira sur la signature d'un traité de paix (1979) et la rétrocession à l'Égypte du Sinaï (1982). Sadate puis Moubarak n'auront pas été moins despotiques

que Nasser mais ils se sont révélés être des hommes de paix, soucieux de sortir l'Égypte de l'impasse idéologique et géopolitique dans laquelle elle était engagée (6). Sous leur direction, l'Égypte s'est détournée de l'URSS pour devenir un allié de l'Occident, un allié essentiel au maintien de la paix au Proche-Orient, à l'endiguement des ambitions hégémoniques iraniennes aujourd'hui (7). Aussi les chancelleries occidentales sont-elles légitimement soucieuses de ce que sera l'après-Moubarak.

En l'état actuel des choses, les faits sont les suivants : le régime ne s'est pas encore effondré et le pouvoir militaire est désormais placé sous la direction du maréchal Mohamed Hussein Tantawi, ministre de la Défense et chef du Conseil suprême des Forces armées (l'Exécutif reste en place mais le vice-président Souleimane semble marginalisé). Une reprise en main est en cours (8). L'autre force constituée est celle des Frères musulmans qui ont certes tardé à comprendre le sens des événements mais ont ensuite pris en main la logistique des manifestations, sécurisé la place Tahrir et organisé des prières collectives (en dépit de ce qui a pu être affirmé, les slogans religieux sont audibles à qui sait entendre). Ils regrouperaient quelque 3 à 4 millions de membres mais ceux qui veulent se rassurer et s'improvisent spécialistes de ce mouvement aiment à souligner leurs divisions internes. Ainsi va la « *doxa* ». Si l'existence d'autres partis a été maintenue sous Moubarak, aucune tierce force solidement constituée n'est encore présente sur le terrain. Bien sûr, la chose n'est pas impossible mais nous n'en sommes pas là.

## Les interrogations de l'après-Moubarak

Les interrogations portent sur le degré de cohésion du corps militaire, sa capacité à faire face aux événements, pour conduire une transition vers ordre politique ouvert, pluraliste et concurrentiel. Un communiqué du Conseil suprême, en date du samedi 12 février, garantit « une transition pacifique [...] vers un pouvoir civil élu » ainsi que le respect des traités internationaux et régionaux. Cependant, il faut prendre en compte le fait que les chefs militaires sont âgés et semblent être la rémanence d'une époque révolue, celle du nassérisme, du nationalisme arabe et de la croyance aux vertus du social-étatisme. Présentée dans les années 1950-1960 comme solution tout à la fois aux frustrations du monde arabe ainsi qu'au retard de développement, cette « formule » a historiquement échoué en Égypte et ailleurs. De surcroît, que sait-on de l'orientation idéologique et religieuse des « colonels » d'aujourd'hui, de leurs aspirations et de leurs intentions ? Dans quelle mesure les officiers subalternes et supérieurs de l'armée égyptienne, qui n'ont ni accédé aux honneurs de la génération précédente, ni connu l'expérience de la défaite militaire, sont-ils travaillés par l'islamisme ?

Une autre interrogation porte sur la volonté et la capacité des Frères musulmans à accéder au pouvoir et à l'exercer (leurs hypothétiques divisions ont déjà été mentionnées). Pour user du jargon en vigueur dans le monde des spécialistes, quel est donc l'« agenda politique » des Frères musulmans ? Ceci nous amène à l'interrogation centrale. Elle porte sur le déroulement et l'issue de la « transition » que les uns et les autres appellent de leurs vœux, sans que l'on soit sûr que tous donnent aux mots le même sens. La « démocratie » sera-t-elle l'avenir politique et institutionnel de l'Égypte ? Ce terme étant largement galvaudé depuis des décennies, il faut être plus précis. Par « démocratie », nous n'entendons pas des mouvements de foule, des rhétoriques et des pseudo-solutions flattant les masses. Ce dont il est question est l'État de droit, le règne de la loi, la concurrence loyale entre forces politiques, le jeu de l'alternance et le respect des minorités (les opposants politiques, les Coptes, etc.). Enfin, il faudrait aussi s'interroger sur les retombées et contrecoups des événements égyptiens, au présent comme au futur, jusque dans le bassin occidental de la Méditerranée (9).

Un simple exercice de logique et de prospective permet de délimiter le champ des possibles. Le scénario qui est présenté comme celui mis en œuvre par les chefs militaires, censément conforme aux attentes et revendications des foules de manifestants (reprises par une opposition hétéroclite), est la transition vers un ordre politique libre, plus ou moins semblable aux régimes politiques occidentaux (10). Les militaires veulent-ils et peuvent-ils aller en ce sens ? Ne seront-ils pas débordés par la dynamique des événements ? Un autre scénario à prendre en compte est celui d'un

durcissement des rapports entre militaires d'une part, islamistes d'autre part, avec un *clash* à la clef et une bascule dans un sens ou l'autre. On peut penser qu'il est redouté par bien des observateurs et nul doute que les chancelleries et services occidentaux ne cherchent à l'anticiper. Enfin, une possible synthèse militaro-islamiste, ou islamo-nationaliste, doit aussi être prise en compte, avec pour prolongement un positionnement de l'Égypte défavorable au maintien de relations pacifiques avec Israël et des menaces sur l'étroite coopération étroite entre Le Caire et les capitales occidentales.

## Des logiques chaotiques

A cet égard, il faut revenir sur la dégradation de la situation politique et sécuritaire dans le Sinaï et aux approches de la frontière avec la bande de Gaza, sous la coupe du Hamas (la branche palestinienne des Frères musulmans), ce territoire étant théoriquement placé sous blocus tant par le pouvoir égyptien que l'État d'Israël. Les tribus bédouines du Sinaï sont en ébullition (certains experts parlent de rébellion), les multiples trafics d'armes et autres à destination de la bande de Gaza attisent les conflits et le gazoduc qui approvisionne Israël en gaz égyptien (40% du gaz utilisé par Israël et 15% de sa consommation énergétique totale) est régulièrement l'objet d'attaques (11). D'aucuns évoquent la transformation du Sinaï en un « petit Afghanistan » et le parallèle avec la bande sahélo-soudanienne, où la situation géopolitique s'aggrave, s'impose à l'esprit. Si l'on se projette vers le proche avenir, les perspectives du Sinaï ne sont guère heureuses et le blocus de Gaza pourrait être de moins en moins effectif, même s'il est nominalement maintenu. Quelles en seraient les conséquences en Égypte, au Proche-Orient (Israël, Liban, territoires palestiniens) et dans l'ensemble de la zone ? Le Hamas et l'Iran, on le sait, célèbrent bruyamment le départ de Moubarak et ils ne seront pas inactifs.

A ces éléments d'analyse, il faut ajouter la détérioration de la situation économique égyptienne, très dépendante de différentes sortes de rente (droits de passage dans le canal de Suez, tourisme, exportations de gaz et aide américaine), situation aggravée par les dernières semaines d'insurrection, avec leur impact sur le niveau d'activité (voir notamment l'assèchement des flux touristiques). Le poids de la dette publique sur l'économie égyptienne devrait plus encore se faire sentir. Si l'on se projette sur le moyen terme et les défis que l'Égypte doit relever au plan économique, il faut enfin rappeler que 95% de la population se concentre dans la vallée du Nil (5% du territoire). La transition démographique des dernières décennies a multiplié par plus de quatre la population totale (18 millions d'Égyptiens en 1945, 83 millions aujourd'hui, 110 millions en 2025) mais la production alimentaire n'a pas suivi cette courbe et l'Égypte est l'un des plus importants pôles importateurs de céréales (c'est le cas de l'ensemble spatial Afrique du Nord-Moyen-Orient). La construction de barrages plus amont, en Éthiopie, et les besoins croissants du Soudan (même disloqué) devraient accroître la pression sur le Nil, avec des retombées négatives pour l'Égypte (12).

Les grandes données de la situation globale et les perspectives économiques de l'Égypte n'invitent guère à l'optimisme et il serait hasardeux d'imaginer l'avenir de la région sur le modèle de l'Europe centrale et orientale, après la Guerre froide. Les contextes historiques et géoculturels ne sont pas les mêmes (les Occidentaux luttèrent contre le communisme depuis des décennies et le connaissaient de près) et les réformes des pays d'Europe centrale et orientale, conduites dans des cadres de coopération euro-atlantiques (OTAN-UE), ont bénéficié de l'appui résolu des capitales occidentales (le vent de l'Histoire soufflait en leur faveur et les financements ne manquaient pas). Toutes ces contraintes pèseront sur la réalisation du scénario optimal, celui qui a la préférence naturelle des puissances occidentales, c'est-à-dire la « transition pacifique » vers un ordre politique libre, propice à la mise en œuvre des réformes économiques requises.

## La fragile théorie de la *Pax democratica*

Au vrai, ce scénario de prédilection doit lui-même être interrogé. Il repose sur un postulat susceptible d'être invalidé par le cours des événements : la convergence entre les valeurs qui structurent les conceptions occidentales et leurs modes d'organisation d'une part, leurs intérêts stratégiques et géopolitiques d'autre part. Si l'on en croit la fragile théorie de la *Pax democratica*, l'extension de la démocratie comme forme de gouvernement jouerait dans le sens de la pacification des rapports entre les États et de l'entente entre les peuples. Dans le cas des événements qui parcourent le monde arabe, la mise en place de régimes démocratiques - accompagnée de réformes économiques -, conduirait à une résolution du conflit israélo-palestinien, à la résorption de l'islamisme et des politiques pro-occidentales. Aussi faudrait-il par principe se réjouir des événements interprétés comme une réalisation de « nos valeurs ». On reconnaîtra là une variante simplifiée de la thèse de la « fin de l'Histoire », alors même que « ces dernières années, la simple mention de cette thèse était devenue un « *running gag* » (l'ouvrage de Francis Fukuyama mérite pourtant réflexion).

A priori, la Turquie et le « nouvel Irak » (l'Irak post-Saddam), une fois rejoints par une Égypte démocratique, pourraient former un triangle de puissances travaillant de conserve à l'extension des réformes au Moyen-Orient, ouvrant ainsi le champ des possibles dans cette aire géopolitique. L'instauration d'un régime de liberté, avec reconnaissance des droits de la personne, et la croissance économique devraient soulager les frustrations régionales, contribuant ainsi à la baisse des tensions, au recul de l'anti-occidentalisme et à la paix. Sans entrer dans le détail des processus à l'œuvre en Turquie (le référendum constitutionnel de septembre 2010 a accru la liberté d'action de l'AKP, ce qui suscite l'inquiétude des « laïcs ») et en Irak, où la stabilisation reste fragile, la perspective d'une démocratisation-occidentalisation de l'Égypte, par extension celle du Moyen-Orient semblent encore très hypothétiques (la prudence d'Ankara, dont la diplomatie est pourtant prompte à poser la Turquie en puissance régionale appelée à une sorte de *leadership*, doit être notée).

Historiquement, il est avéré que la démocratisation et l'intégration politique des masses dans un système politique vont dans le sens de passions accrues et peuvent contribuer à attiser les conflits plus ou moins latents (les masses ne sont pas spontanément pacifiques) ; les guerres qui ont suivi la Révolution française, puis les drames du XX<sup>e</sup> siècle, en témoignent. Dans le cas de l'Égypte, les éléments d'information relatifs aux mœurs, aux attitudes et aux opinions (mutilations sexuelles, appétence de nombreux Égyptiens l'extension de la Charia, antijudaïsme, conspirationnisme aigu, etc.) sont même inquiétants. Les désillusions de l'après-Moubarak et de probables nouvelles frustrations, ou inversement l'excitation et la surenchère des forces sociopolitiques, avec leurs contrecoups (attisés par l'Iran et divers mouvements islamistes) au-delà des frontières égyptiennes, sont susceptibles de pousser le Moyen-Orient vers la radicalisation islamique.

## Les lois du tragique

Plus généralement, l'invocation de la démocratie n'est pas la solution au tragique de la condition humaine et de l'Histoire. Précisons notre pensée : le respect des droits de la personne, le règne de la loi et la participation du peuple à l'État sont choses éminemment souhaitables. Cela dit, la démocratie ne doit pas être l'objet d'une sorte d'eschatologie sécularisée ou de millénarisme « *soft* » (13). Cette forme d'organisation et de régulation des rapports entre gouvernants et gouvernés n'est pas en mesure d'abolir les conditions naturelles du politique, à savoir la permanence de l'« état de nature » (au sens d'état d'insécurité endémique, toujours susceptible de se muer en une bataille ouverte) entre les hommes et les collectifs qu'ils forment.

En d'autres termes, l'hypothétique démocratisation de l'Égypte et d'autres régimes du Moyen-Orient n'est pas un gage de paix pour cette aire tourmentée comme pour les espaces voisins et le Monde. Les Occidentaux ne doivent certes pas se laisser enfermer dans une forteresse assiégée et il leur faut agir pour éviter que des zones entières ne se ferment à leur influence. Présentement, cela doit passer par le soutien aux réformes, dans une logique d'« *enlargement* ». Pour autant, il leur faut

conserver à l'esprit que les relations internationales ne mettent pas seulement en jeu des principes et des valeurs, mais aussi des intérêts et des responsabilités. Entre ces différents paramètres, les convergences ne sont pas automatiques.

### Jean-Sylvestre MONGRENIER

(1) Cf. Jean-Sylvestre Mongrenier, *L'Union pour la Méditerranée et ses impasses : une approche géopolitique* (16<sup>e</sup> Controverses de Marciac, 30 juillet-1<sup>er</sup> août 2010), Institut Thomas More, 31 juillet 2010.

(2) Pour une approche des enjeux de circulation liés au canal de Suez, voir « Suez : les conséquences d'une potentielle fermeture », *Brèves Marine*, CESM (Centre d'enseignement supérieur de la Marine), N°123, 8 février 2011.

(3) C'est ici l'occasion de souligner que les grandes routes maritimes en Méditerranée vont dans le sens Est-Ouest, depuis le Pacifique et l'océan Indien jusqu'à l'Atlantique, en passant par Suez et Gibraltar. La Méditerranée représente environ 25% du trafic maritime mondial et 30% du trafic mondial d'hydrocarbures.

(4) Sur le grand projet géopolitique de Mehemet Ali, voir Yves Lacoste, *Géopolitique de la Méditerranée*, Armand Colin, 2006, pp. 347-351.

(5) On notera à ce sujet la propension des médias télévisés français, envers et contre la vérité historique, à dater de Moubarak les débuts de l'autoritarisme en Égypte. Il en a été de même avec Ben Ali en Tunisie (exit la face sombre de Bourguiba).

(6) En déplacement dans le Golfe le 12 février 2011, le premier ministre français, François Fillon, a rendu depuis le porte-avions Charles de Gaulle (au large de Djeddah) un hommage à Moubarak : « C'est aux Égyptiens qu'il revient d'apprécier l'action d'Hosni Moubarak et la trace qu'il laissera dans l'histoire de son pays mais personne ne pourra contester la contribution qu'il a apportée à la cause de la paix dans la région ».

(7) La gestion de la crise des dernières semaines a mis en évidence l'étroitesse des relations entre Washington et l'armée égyptienne mais il ne faut pas omettre le fait que la France et l'UE voyaient en l'Égypte de Moubarak le pilier oriental de l'Union pour la Méditerranée, un forum privé de substance dont les perspectives suscitent beaucoup d'interrogations dans le présent contexte.

(8) Le 13 février 2011, l'armée a annoncé la dissolution des deux chambres du parlement et la suspension de la Constitution. Durant cette période transitoire, prévue pour durer six mois, une commission amendera le texte de la Constitution avant qu'un référendum sur ces amendements ne soit organisé. Ce même jour, le gouvernement égyptien a fait savoir que la priorité allait à la sécurité et à l'organisation de la vie quotidienne.

(9) Dans le cas de la Tunisie, le chaos persistant provoque le départ de plusieurs milliers de personnes vers l'île de Lampedusa et les rives italiennes (5000 émigrants en 5 jours ont fui la « révolution de jasmin »). La rapidité et la brutalité de ces déplacements non-anticipés de populations ont conduit les autorités italiennes à demander l'aide de l'UE. Le ministère tunisien des Affaires étrangères n'a pas manqué de dénoncer le « racisme » du ministère italien de l'Intérieur. Dans *Le Monde* du 11 février dernier, le petit-fils d'Al-Banna (le fondateur des Frères musulmans) expliquait que « l'établissement de peuples du Sud libres et ayant accès à leurs richesses » était « le seul moyen d'endiguer les déséquilibres internationaux, l'immigration et l'insécurité »... A long terme, précisait-il toutefois. Dans l'intervalle, la sempiternelle mis en accusation de l'Occident ou du « Nord » pourrait bien offrir un exutoire facile.

(10) La variété des régimes politiques est limitée, ainsi que le montrent la théorie et la philosophie politiques classiques.

(11) Les livraisons de gaz égyptien ont cessé le samedi 5 février 2010 en raison d'une explosion criminelle du gazoduc du Sinaï qui approvisionne la Jordanie et Israël. Par ailleurs, les Frères musulmans sont hostiles aux contrats gaziers signés entre l'Égypte et Israël et ils entendent les dénoncer en même temps que le traité de paix de 1979. L'État d'Israël a par ailleurs annoncé la découverte d'importants gisements gaziers en Méditerranée orientale (gisements *Tamar* et *Léviathan*) qui pourraient lui permettre d'accéder à l'autosuffisance, voire même de se positionner comme pays exportateur à terme.

(12) Cf. Ana Cascao, « Sur la gestion du Nil, l'Égypte devra coopérer avec les États en amont », *Le Monde*, 8 juin 2010. L'Égypte utilise les trois quarts des eaux du Nil et le Soudan, un quart. L'Éthiopie, qui contrôle 85% du débit du fleuve, s'est engagée dans un important programme hydroélectrique qui remet en cause l'antique « hydro-hégémonie » égyptienne. Avec l'accroissement de leur population et la réduction de la pluviométrie, les États en amont, (Éthiopie mais aussi Kenya, Rwanda, Ouganda et Tanzanie) veulent faire valoir leurs droits aux dépens des pays en aval (Égypte et Soudan) qui n'ont guère d'autres sources d'eau douce.

(13) Les grandes sottises collectives ont reflué mais les idéologèmes des « religions séculières » du siècle passé auront imprégné les âmes.